

Impacts des Changements Climatiques et Mesures d'adaptation et de Développement Durable

Chers Président de la COP 10, chers collègues Ministres, et Honorables chefs de délégations de Parties de la convention cadre des Nations unies sur les changements climatiques, Monsieur le Directeur Exécutif du PNUE, Mesdames et Messieurs, nous vivons actuellement les conséquences du réchauffement climatique et les rapports médiatiques au quotidien, de part le monde, confirment la fréquence, l'intensité des événements extrêmes vécus et subis par les populations de la planète. Aucun continent n'est épargné. Nous avons les inondations répétitives dans beaucoup de parties du monde, l'accentuation de la sécheresse dans les pays sahéliens et de nombreuses autres catastrophes.

Dans mon pays et dans beaucoup d'autres de l'Afrique de l'Ouest, nous avons eu une répétition de faits que nous ne pouvons pas ne pas lier aux modifications climatiques, nous avons vécu des pluies intenses en période normalement sèche en zone aride avec ces corollaires sur les populations et les infrastructures locales ; ainsi des zones entières ont été inondées et des villages ont été submergés par la mer.

Nous avons également vécu dans cette même sous-région, pendant six mois, une invasion acridienne précoce et intense, dont l'explication serait une modification du cycle des criquets pèlerins, en raison de l'élévation de la température de la terre.

Des séries d'exemples des impacts du réchauffement du globe, exigent de nous, décideurs politiques d'être plus réactifs face à ce phénomène. Pourtant, beaucoup d'incertitudes demeurent, les modèles globaux et régionaux pour les scénarios climatiques demeurent encore peu précis et ne nous permettent pas de choisir les stratégies appropriées. Les experts locaux des pays en développement devraient être davantage associés à ces programmes d'observation climatique et de développement des modèles, afin de renforcer leurs capacités, mais surtout pour leur permettre de mieux nous conseiller sur les risques climatiques existants et les stratégies d'adaptation à développer.

Comme je l'ai dit plutôt, ce sont les populations, surtout les plus démunies qui sont exposés à ces catastrophes climatiques et ces variabilités saisonnières régulières. La pauvreté s'en retrouve encore exacerbée et une hantise existe sur ce que sera le prochain impact lié aux changements climatiques.

L'adaptation est devenue une voie obligatoire, de même que les actes d'atténuation des gaz à effet de serre. Toutefois, même si nous devons prendre en considération dans nos plans nationaux de développement, des programmes d'adaptations, il est sûr que nos pays en développement, notamment pays figurant parmi les moins avancés, ne sont pas économiquement armés pour faire face à ces impacts nouveaux non maîtrisables. Une assistance technique et financière est nécessaire de la part des pays les plus armés. Le fonds spécial de la convention, le fonds des pays les moins avancés et le fonds d'adaptation doivent être opérationnels de façon à soutenir les pays dans les activités d'adaptation

prioritaires. Les pays les plus vulnérables, en raison de leur contexte physique et économique, doivent être davantage appuyés à travers ces fonds et l'aide au développement qu'il faut clairement distinguer de ces fonds.

Evitons, un monde a deux pôles, celui qui souffre car subissant des impacts dont il n'est pas à l'origine et celui qui continue à modifier le climat sans fondamentalement subir ces modification.

Par conséquent, le développement durable, ne peut se faire sans une prise en considération réelle des paramètres climatiques futurs et des conséquences des changements climatiques dans les plans nationaux de développement économique. D'où un nouveau challenge pour nos gouvernements et nos administrations. Ainsi j'insiste sur l'importance d'avoir l'appui des pays développés pour intégrer les notions d'adaptations actuelles et futures dans nos plans de développement.

En effet la mise en œuvre de ces solutions d'adaptations méritent pour certaines d'entre elles l'acquisition de technologies d'adaptations appropriées, certes certaines techniques sont développées par les populations pour survivre mais il n'en demeure pas moins qu'elles sont encore précaires et ne favorisent pas réellement un plein épanouissement dans le contexte actuel de modernisation.

Je réitère par conséquent ce besoin exprimé du transfert de technologies, en particulier des technologies d'adaptation.

Les pays les moins avancés, élaborent actuellement leur plan d'action national pour l'adaptation, il serait crucial de veiller à l'exécution des activités prioritaires immédiates d'adaptation issues des NAPA. J'en profite pour féliciter la République frère de la Mauritanie pour la finalisation et la publication de son NAPA à cette 10^{ème} Conférence des Parties.

Ces pays les moins avancés doivent bénéficier de financement total de leurs projets prioritaires développés dans les NAPA, activités prioritaires urgentes identifiées par les populations les plus vulnérables, pour s'adapter aux effets néfastes des changements climatiques. Le GEF doit permettre l'accès des financements, aux pays qui en ont le plus besoin. L'adaptation n'est pas seulement par les pays les plus vulnérables, mais aussi les mécanismes financiers mis en avant, pour appuyer ces pays.

Je ne peux terminer sans parler du NEPAD dont son plan « Environnement » prend également en considération les objectifs de la Convention sur les Changements Climatiques et ambitionne, à travers le renforcement des capacités, de développer des projets régionaux, voire sous-régionaux d'adaptation en Afrique.

C'est par conséquent, un canal approprié pour informer, sensibiliser et assurer une participation plus effective des décideurs politiques africains dans cette nouvelle dynamique globale que sont les changements climatiques, vus les corollaires actuels et futurs sur l'économie Africaine.

Je vous remercie de votre attention